

Aux Finances : après le 12, un 21 septembre encore plus fort !

Les ordonnances Macron n'ont pour seule logique que de satisfaire les exigences du patronat au profit des actionnaires mais surtout au détriment des salariés et retraités. Ces politiques gouvernementales ne concourent qu'à l'accroissement du chômage, à la précarisation de l'emploi, à la destruction des garanties collectives et la mise à sac des services publics.

Aux Finances, les politiques de réduction des dépenses publiques mises en œuvre pour financer les cadeaux aux entreprises et aux plus riches (CICE, baisse de l'impôt sur les sociétés, réforme de l'impôt sur la fortune, etc...) ont de terribles conséquences pour les agents :

- 40.000 suppressions de postes en 15 ans dans les administrations de Bercy ;
- plan de licenciement à la Banque de France ;
- projet de démantèlement de la Caisse des dépôts et de l'Agence française de développement ;
- suppression de la moitié des emplois au Crédit foncier ;
- gel des salaires ;
- carrières bloquées ;
- baisse des budgets de politique sociale, etc.

En supprimant les emplois, nos dirigeants mettent les agents dans une situation de pression au travail inhumaine. Mais comme si cela ne suffisait pas, ils bloquent les perspectives de carrières et les salaires comme une double peine pour des agents pourtant très impliqués dans la mise en œuvre des missions qui leurs sont confiées.

Toutes les raisons pour dire STOP !!!

La fédération des Finances appelle les personnels à se mettre en grève et à participer massivement aux manifestations sur tout le territoire le 21 septembre.

